



Brest métropole

Pôle Développement culturel, éducatif et sportif
Direction culture animation patrimoine

Service Musées-Patrimoines

Marché public de prestations intellectuelles

OBJET DE LA CONSULTATION : Mission d'étude préalable à la réalisation
d'un chantier des collections pour le musée des beaux-arts de Brest
métropole

Date et heures limites de remise des plis : 10 juillet 2025 à 12h00

A compter du 1^{er} octobre 2018, les procédures de passation des marchés publics sont
intégralement dématérialisées.

Votre réponse à la présente consultation devra se faire de manière électronique par le
biais de la salle des marchés Megalis Bretagne.

(Modalités de remise des plis par voie électronique détaillées en annexe)

OBJET DE LA CONSULTATION :

La présente consultation concerne une mission d'étude préalable à la réalisation d'un chantier des collections pour le musée des beaux-arts de Brest métropole.

CONDITIONS DE LA CONSULTATION :

Représentant du Pouvoir Adjudicateur :

Monsieur le Président de Brest métropole.

Unité monétaire du marché : euro. Langue à utiliser : français. Dossiers délivrés gratuitement.

Le délai de validité des offres est fixé à quatre-vingt-dix (90) jours.

Lieu d'exécution du marché : Musée des beaux-arts de Brest métropole 22,24 rue Traverse 29200 Brest

Délai d'exécution : de sa date de notification et au plus tard le 30 juin 2026

Durée du marché : de sa date de notification au 31 août 2026

Négociation :

Une phase de négociation des offres est prévue. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Variantes :

Les variantes sont interdites.

CONTENU DES PLIS :

Les candidats devront établir leur réponse en prenant en compte le contexte sanitaire lié à la pandémie du Coronavirus Covid-19.

La candidature du candidat devra comprendre :

- l'imprimé DC 1 dûment complété et signé par le candidat ou par chaque membre du groupement le cas échéant ou bien une déclaration sur l'honneur telle que prévue à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique et le cas échéant, l'habilitation du mandataire par ses cotraitants.

L'offre du candidat devra comprendre (à cocher) :

- une attestation de visite (24 juin 2025)
- un CGA dûment complété
- une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) dûment complétée
- un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations. Ce document comprendra toutes justifications et observations du candidat. En particulier, il y sera joint :
 - **la note n°1** : Le préventeur-restaurateur mandataire du groupement fournira le diplôme attestant de sa qualification, ainsi que son CV. Pour les autres membres du groupement, décrire les moyens humains et compétences mises en œuvre pour réaliser la mission, en faisant état des différents membres de l'équipe (joindre les CV et les diplômes des intervenants : compétences techniques, préventives, programmatiques, environnementales ...) ;
 - **la note n°2** : précisant l'organisation et la méthodologie détaillée que le candidat se propose de mettre en œuvre ;
 - **la note n°3** : précisant le planning détaillé par phase de l'opération (étapes de travail, visites de sites/bâtiments, nombre et type de réunions...) en détaillant les temps d'intervention envisagés pour les différents intervenants (jours, heures) ;
 - **la note n°4** : note d'intention (2 pages maximum, précisant la perception du projet par le candidat et portant sur la compréhension des enjeux d'un chantier des collections s'appuyant sur les bilans sanitaires existants) ;
 - **la note n°5** : regroupant des modèles ou extraits de programmes réalisés (pour juger des compétence et du savoir-faire des candidats).

JUGEMENT DES OFFRES :

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 à R. 2152-7 du code de la commande publique, en application des critères et des modalités indiquées ci-dessous :

Pondération des critères

Critères	Pondération
Valeur technique de l'offre Sous-critère n° 1 : appréciation de la <i>note 1</i> : 25% Sous-critère n° 2 : appréciation de la <i>note 2</i> : 15% Sous-critère n° 3 : appréciation de la <i>note 3</i> : 10% Sous-critère n° 4 : appréciation de la <i>note 4</i> : 5% Sous-critère n° 5 : appréciation de la <i>note 5</i> : 5%	60 %
Prix des prestations	40 %

DEPOT DES PLIS :

Votre offre doit être remise de manière dématérialisée avant les dates et heures limites fixées en page 1 du présent document.

Pour répondre à une consultation, anticiper au maximum la préparation de votre réponse en suivant les étapes suivantes :

1. **Préparer le dossier de réponse** (merci de décomposer votre offre en autant de documents que listés ci-dessous – ne pas fusionner l'ensemble des documents dans un même document .pdf ou .doc)

- la candidature : attestation sur l'honneur ou formulaire DC1 complété ;
- l'attestation de visite ;
- le CGA complété (la signature électronique n'est pas obligatoire au dépôt du pli, le pouvoir adjudicateur reviendra vers le titulaire pressenti après attribution du marché public pour signature le cas échéant) ;
- l'annexe financière au CGA (DPGF et/ou devis) ;
- le mémoire justificatif et ses annexes éventuelles.

2. **Créer un compte Megalis**

3. **Envoyer la réponse via la salle des marchés** :

- Afin de respecter la date et l'heure limite de dépôt de votre pli, nous vous conseillons d'anticiper au maximum le dépôt électronique, sous peine du rejet de votre pli en cas de dépassement du délai.

4. Réceptionner l'accusé de réception.

5. **Anticiper la signature** éventuelle du marché public : s'équiper d'un certificat de signature électronique (les délais d'obtention peuvent varier de 15 jours à 1 mois), l'outil de signature est disponible sur la plateforme Megalis.

Des [tutoriels](#) explicatifs sont à votre disposition sur le site de la plateforme Megalis, ainsi qu'une [assistance](#) en cas de difficultés.

Le dépôt des plis par voie électronique donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception. **Seule l'heure de fin de réception de la réponse électronique compte. L'heure limite retenue par la réception des plis correspondra au dernier octet reçu.**

Il faut donc prendre en considération le temps de l'envoi de la réponse électronique. Le fuseau horaire de référence est celui de Paris.

Conformément à l'article R. 2132-11 du code de la commande publique et à l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, clé USB) ou sur support papier peut être adressée à l'acheteur.

Cette copie de sauvegarde doit :

- soit être adressée avant les date et heure limites fixées dans les conditions générales de la consultation à l'adresse suivante :

Brest métropole
Service musées-patrimoines
24, rue Coat-ar-Geven
29200 Brest

Horaires d'ouverture du service : 9h-12h 14h-17h

- soit être expédiée à l'adresse sus-indiquée par tout moyen permettant d'attester avec certitude de leur délivrance avant ces mêmes date et heure limites.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « **copie de sauvegarde** ».

Une copie de sauvegarde qui serait remise ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites ne sera pas retenue. Elle sera renvoyée à son expéditeur.

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS :

Direction Culture, animation, patrimoine
Service musées-patrimoine
Gestionnaire administrative et financière
Téléphone : 02 98 00 87 97 ou 02 98 00 86 97

Annexe aux Conditions Générales de la Consultation

Modalités de transmission des plis par voie électronique

**A compter du 1^{er} octobre 2018, les procédures de passation des marchés publics sont intégralement dématérialisées.
Votre réponse à la présente consultation devra se faire de manière électronique par le biais de la salle des marchés Megalis Bretagne.**

En application de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, toutes les offres déposées pour la présente consultation doivent être remises par voie dématérialisée.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les échanges d'informations intervenant dans le cadre de cette consultation font également l'objet d'une transmission par voie électronique (art. R. 2132-7 du code de la commande publique). Pour les communications adressées par le pouvoir adjudicateur aux candidats, cette transmission se fera par le biais de la salle des marchés Megalis Bretagne, à l'adresse mail du candidat renseignée dans le CGA ou à défaut à celle renseignée dans les documents de la candidature.

La copie de sauvegarde :

Conformément à l'article R. 2132-11 du code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, clé USB) ou sur support papier peut être adressée à l'acheteur.

En cas de remise papier, les documents fournis par le candidat seront au format A3 ou A4. Les reliures des documents seront exclusivement sous forme d'agrafage ou de spirales en plastique.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « **copie de sauvegarde** ».

Une copie de sauvegarde qui serait remise ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure fixées ne seront pas retenus. Elle sera renvoyée à son expéditeur.

La copie de sauvegarde sera ouverte uniquement dans les cas prévus à l'article 2-II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Si un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde sur support physique électronique, celle-ci sera écartée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En fin de procédure, si la copie de sauvegarde n'a pas été ouverte ou a été écartée en raison de la présence d'un programme informatique malveillant, elle sera détruite par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Préconisations techniques liées aux plis transmis par voie électronique

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- zip, word, excel, jpg.

Afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, les candidats devront tenir compte des indications suivantes :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les fichiers :
avi, bat, bin, cab, chon, clp, cond, com, dll, drv, exe, htu, js, jse, lha, lzh, mp3, mpg, nlm, ovl, pif, sor, sys, vbe, vbs, vxd, et wav,
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".

Ouverture des plis transmis par voie électronique

Une fois les dates et heures limites de dépôt des candidatures ou des offres passées, le pouvoir adjudicateur procède à l'ouverture des plis transmis par voie électronique.

Présence d'un programme informatique malveillant

Lorsqu'ils ne sont pas accompagnés d'une copie de sauvegarde, les plis transmis par voie électronique et dans lesquels un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur, sont réputés n'avoir jamais été reçus et le candidat concerné en est informé dans les conditions de l'article R. 2181-1 du code de la commande publique.

Lorsqu'ils sont accompagnés d'une copie de sauvegarde, les plis transmis par voie électronique et dans lesquels un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur donnent lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde.

La trace de cette malveillance est conservée.

Pli incomplet, hors délais ou ne pouvant être ouvert

Lorsque le pli transmis par voie électronique est reçu de façon incomplète, hors délais ou n'a pas pu être ouvert par le pouvoir adjudicateur, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

S'ils ne sont pas accompagnés d'une copie de sauvegarde, les plis hors délais et ne pouvant être ouverts sont écartés par le pouvoir adjudicateur.

S'agissant des plis incomplets, le pouvoir adjudicateur se prononcera au cas par cas sur la possibilité de les régulariser, en application de la réglementation en vigueur.

Modalités de signature électronique

**La signature électronique n'est pas obligatoire au stade du dépôt des offres.
Les conditions générales d'achat correspondant à l'offre finale de l'attributaire seront signées électroniquement par ce dernier, au stade de l'attribution.**

Pour ce faire, l'opérateur économique signera au moyen d'un certificat de signature électronique qualifié, qui garantit notamment l'identification du candidat.

- Catégories de certificats de signature :

Les catégories de certificats de signature à utiliser pour signer électroniquement doivent appartenir à l'une des catégories suivantes (cf. article 10 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique) :

- certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (règlement eIDAS) ;
- certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé.

Toutefois, en application de l'article 10 de l'arrêté du 22 mars 2019 précité, il est possible de signer avec un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, jusqu'à l'expiration du certificat concerné (certificat RGS). Dans ce cas, le certificat de signature du signataire doit respecter le niveau de sécurité 2* ou 3*.

- Formats de signature :

Les formats de signature suivant sont acceptés : XAdES, CAdES ou PAdES.

[Le format PAdES est fortement recommandé pour des raisons d'interopérabilité avec nos outils informatiques administratifs.](#)

Recommandation importante

Pour la signature électronique, il est fortement conseillé au candidat :

- d'utiliser un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement du 23 juillet 2014 référencé dans la liste nationale de confiance consultable sur le site de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information ([ANSSI](#)).
- d'utiliser l'outil de signature proposé par la salle régionale de dématérialisation des marchés publics « megalis Bretagne ».

Dans ces conditions la signature apposée bénéficiera d'une présomption de conformité. **Dans le cas contraire, le candidat devra mettre gratuitement à disposition du pouvoir adjudicateur le mode d'emploi permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique, lors du dépôt de document signé.**

Précisions :

Un document signé manuellement puis scanné n'a aucune valeur légale.

La signature d'un fichier "zip" contenant lui-même plusieurs documents ne vaut pas signature de chacun de ces documents et n'est pas recevable, **la signature électronique doit être apposée directement sur l'acte d'engagement.**

[Important :](#) la personne détentrice du certificat électronique doit également être en capacité d'engager la société.